



Mai de luttes, Mai de rassemblements

Une situation qui s'aggrave pour les salariés

Le prix de la nourriture, le prix des carburants augmentent très vite et les porte-monnaie se vident tôt dans le mois.

Le gouvernement a essayé d'annoncer une troisième augmentation du prix du gaz en quelques mois, alors que les profits de GDF augmentent de façon spectaculaire.

Les profits de TOTAL, entreprise qui a des liens particuliers avec le Béarn, explosent : Ce groupe pétrolier français a dégagé sur les trois premiers mois de l'année un bénéfice net ajusté en hausse de 9 % sur un an, à 3, 254 milliards d'euros (+ 24 % en dollars). Le chiffre d'affaires sur la même période progresse de 19 %, à 44, 213 milliards d'euros. Tout ceci dans un contexte de hausse des prix des hydrocarbures (+ 67 % pour le baril de Brent au premier trimestre), de marges de raffinage "*relativement faibles*" et de dépréciation continue du dollar par rapport à l'euro.

Cette dépréciation importante réduit sensiblement la répercussion de la hausse nominale en dollars du prix d'achat du pétrole brut par les compagnies aux producteurs. Et les taxes sur les carburants à la vente continuent d'être fixées sur des prix exprimés artificiellement haut, de façon à dégager une taxation abondante.

Et le prix des pleins à la pompe continue d'augmenter presque chaque jour.

L'augmentation du coût de la vie s'aggrave avec les dégradations subies par les services publics, avec l'aggravation des remboursements de la sécurité sociale, le développement des franchises médicales.

La baisse du pouvoir d'achat a été telle que le SMIC a dû être augmenté de 2,3 % au 1^{er} mai.

Mais rien pour les autres salaires, rien pour les retraites, sinon l'annonce d'une augmentation de 0,8 % en juillet.

Pour le reste, une cascade de nouvelles plus mauvaises les unes que les autres accable les salariés les plus vulnérables. Aggravation très sensible du travail précaire et temps partiel imposé, surtout aux femmes, au prétexte de faire baisser le chômage.

Au passage, l'annonce de l'intention gouvernementale de faire travailler les vieux a montré le trucage des statistiques du chômage. Si on veut faire travailler les vieux chômeurs, on constate qu'ils sont dispensés de recherche d'emploi et donc qu'ils ne sont pas comptabilisés dans le nombre des chômeurs. Si on veut les mettre au travail (alors que les patrons les mettent à la porte), on s'aperçoit que le pourcentage réel du chômage est supérieur à 9 % ! Etonnant, non ?

La pression sur les salaires s'aggrave avec la tentative d'imposer aux chômeurs des emplois moins payés et plus éloignés de leur domicile, au moment même où il devient luxueux de se déplacer.

Tous ces phénomènes, conjugués avec la poursuite de la fermeture d'entreprises industrielles et du développement du travail d'aide à la personne mal payé et très dévalorisé, avec la casse du code du travail mise cyniquement en place le 1^{er} mai, les remises en cause des acquis des luttes : 35 heures, RTT, droit de grève, etc. conduisent les travailleurs à s'apercevoir de plus en plus clairement que les annonces d'une nouvelle politique pour la France, pour l'emploi et pour le pouvoir d'achat cachaient en effet une nouvelle politique d'une réalité différente :

Une politique impitoyable pour les salariés dont le sort, le salaire, les droits sont individualisés.

Une politique impitoyable pour les salaires, tirés vers le bas.

Une politique impitoyable pour les services publics, réduits à leur plus simple expression et dont les missions qui subsistent sont marchandisées.

Une politique impitoyable pour les aides publiques aux personnes en difficulté.

Une politique impitoyable pour le secteur associatif qui voit disparaître ses animateurs, dont les financements sont supprimés.

Une politique impitoyable pour les libertés avec le développement des fichiers, des contrôles, des arrestations, des rafles, des enfermements, de la violence de l'Etat contre les plus faibles.

Parallèlement, cette nouvelle politique permet aux plus riches d'accumuler des revenus en croissance indécente. Elle leur donne des privilèges inouïs.

Elle organise le désordre social, l'injustice et l'inégalité.

Ses mots d'ordre sont : trop de Libertés ! Contre l'Egalité des droits et pour celle des chances ! Finissons-en avec la Fraternité, place à l'individualisme et à la concurrence de chacun contre chacun.

Comme le dit le texte du dernier CDFD d'Orthez : « On assiste à la mise en pièces annoncée et théorisée du modèle social français, dans le seul but d'aggraver une inégalité de distribution des richesses produites qui est justement la cause des difficultés de notre pays. »

Des luttes qui se développent et qu'il faut relier les unes aux autres

Un peu partout, les luttes se développent dans les entreprises, grosses ou petites.

Les travailleurs étrangers sans papiers, damnés de la Terre, relèvent la tête par milliers et, grâce à l'organisation syndicale, sortent de la clandestinité pour faire respecter leurs droits de salariés, d'hommes et de femmes. Des sources énormes de profits clandestins gigantesques apparaissent et plongent les autorités dans un embarras perceptible.

Pendant que des milliers d'étrangers continuent de servir de boucs émissaires à une politique qui utilise la xénophobie comme il y a longtemps que ça n'a pas été fait.

Pendant que des militants, partout en France, se battent pour défendre la solidarité des travailleurs et la simple humanité.

Pendant qu'ils exigent que des familles réfugiées dans le pays des droits de l'Homme puissent continuer d'envoyer leurs enfants à l'école.

Des rafles d'une ampleur insoupçonnée continuent chaque jour de se faire sur des critères racistes. Des milliers de personnes, dont des enfants, continuent chaque jour d'être internées dans des centres de rétention administrative. Des milliers de personnes continuent chaque jour d'être expulsées de façon de plus en plus absurde de notre pays, avec un coût financier qui atteint plusieurs centaines de millions d'euros en un an.

Ce qu'il est indispensable de faire, comme organisation syndicale, c'est de montrer le sens de ces attaques, à qui elles profitent. C'est de montrer qu'en aucune mesure, ces « réformes » ne peuvent résoudre un problème de compétitivité absurde, à l'origine même des difficultés des travailleurs et de la prospérité du pays.

C'est de montrer qu'on ne peut pas de la sorte s'attaquer aux services publics sans mettre en cause tout l'équilibre de la société, sans risquer de rendre plus difficile encore l'avenir proche, comme commencent à s'en apercevoir les Allemands.

C'est de montrer que dans un monde où les richesses produites augmentent considérablement, il n'y a aucune justification sociale à diminuer la part de ces richesses qui revient à ceux qui les produisent, à rendre leur vie plus difficile, et à les contraindre à travailler plus longtemps pour toucher une retraite plus petite.

C'est de montrer enfin que, contrairement à ce qui est sans cesse répété pour espérer le faire croire, **il y a d'autres solutions, on peut, et on doit faire autrement.**

Un calendrier fourni qu'il faut mettre en continuité

Avec bien des difficultés, des appels unitaires ont pu être organisés dans la fonction publique, dans l'éducation nationale.

Le 1^{er} mai, en dépit des vacances scolaires, a été puissant et combatif.

Un calendrier de luttes successives a été établi de façon unitaire par les organisations syndicales :

- 15 mai, journée de grève et de manifestations avec un double appel : dans la fonction publique et l'éducation nationale
- 18 mai, manifestation nationale à Paris organisée par la FSU, soutenue par la FCPE
- 22 mai, journée unitaire de lutte pour la défense des retraites
- 24 mai, journée de manifestations et de lutte pour défendre le service public d'éducation nationale, avec les organisations syndicales, les parents d'élèves et les mouvements pédagogiques.

Le rôle d'U&A est de donner une logique et une dynamique globales à ces mouvements unitaires.

Il convient, non seulement de faire le lien dans la durée et dans la signification entre ces jours de lutte dans les fonctions publiques, mais encore de parvenir à lier ces luttes aux luttes de nos camarades du privé un peu partout.

Nous devons nous poser la question du niveau utile d'action pour parvenir à imposer à ce gouvernement arrogant et sûr de lui un recul, puis un abandon des décisions catastrophiques pour les droits des salariés qu'il a prises et qu'il a entrepris d'aggraver.

Cela ne peut se faire que dans la plus grande unité d'action et dans la cohésion avec les usagers des services publics, et tout d'abord les parents d'élèves.

Ce qui n'était qu'une stratégie lointaine et hypothétique tant les certitudes du président de la République paraissaient partagées, devient une réalité tout à fait proche avec la série d'actions unitaires décidées.

Nous y sommes. Nous ne pouvons pas manquer cette occasion que nous avons nous-mêmes construite. Il y va de la sauvegarde de ce qui reste de notre modèle social.

Que chaque militant fasse avancer la lutte

Pour cela, il faut que la grève du 15 soit massive.

Il faut que la participation aux assemblées générales soit dynamique et propose des actions dans la durée.

Il faut que la manifestation du 18 soit un succès.

Il faut que la souscription pour payer le train accélère. Que chacun s'attache à la faire fonctionner.

Il faut que les 140 camarades et amis dont les billets sont achetés par les organisations soient présents sur le quai des gares de Pau, Orthez et Bayonne le dimanche 18 au matin.

Il faut que le 22 soit un jour de lutte unitaire très large.

Il faut que les manifestations du 24 emplissent les rues de Pau et Bayonne.

Il faut enfin relier tout ça et créer une dynamique incontournable.

Cela naîtra dans chaque école, chaque EPLE, chaque service public où il faut prendre en compte chaque difficulté, chaque injustice, chaque suppression de poste, chaque espoir.

Notre avenir, c'est maintenant qu'il se joue !